



14 June 2023, the Feminist Strike at the Geneva Graduate Institute

On 14 June 2019, 500 000 people across Switzerland took to the streets as they struck for a more equal and just society, and against sexist discrimination and violence in the public and political spaces, as well as places of work and education. The Feminist Strike demanded an end to the gendered salary inequalities and sexist, homophobic, and transphobic discrimination in the workplace; highlighted the mental and physical labour required in domestic and educational work and demanded for more equal and just distribution of tasks; and emphasised the importance of childcare and family policies for women and parents to continue their professional development, among other demands. In 2023, gendered and sexist inequalities in our society, the workplace, and the university still remain.

As it was done in 2019, students, staff, faculty, and employees of the Geneva Graduate Institute will join the Feminist Strike as a collective. Responding to the call of the *collectif de la grève féministe* and labour unions in Switzerland, the coordination team for the Feminist Strike 2023 at the Graduate Institute has organised to collectively identify the demands and points of action in relation to the Feminist Strike for the sector Geneva Graduate Institute.

The collective appreciates the Direction's initiative to give a half day off for employees of the Institute to attend the Feminist Strike, as well as the progress that has been made at the Institute over the past years. We recognize the work being done under the umbrella of the Initiative on Gender, Diversity and Inclusion and are looking forward to receiving the Gender and Diversity Plan that is under construction and to participating in the realisation of ambitious goals. In the meantime, we call on the Initiative and the Direction to make the following items a priority, which have been identified collectively in the context of the organisation for the Feminist Strike at the Institute:

As members of the Institute's community, we want a commitment from the Direction to:

1. Provide figures on gender equality and the gendered division of labour in accordance to the *loi de l'égalité* and the accreditation commission's report, including an indicator about the percentage of women faculty that are hired every year at different levels, and tracking the promotion of women faculty.

2. Improve the consent workshop and make the consent workshop and the code of conduct training mandatory to everyone upon admission or employment.
3. A budget line for menstrual products to be available at the Institute's women's and gender neutral bathrooms.
4. A documental line for parental and family policy.
5. The assignation of a point person for a centralised and clear family, childcare, and pregnancy policy and information.
6. A child care and/or child friendly space in the premises of Maison de la Paix as part of a larger child-inclusive policy and atmosphere.
7. The creation of a task-force across Maison de la Paix for the creation of a child care and child friendly space.
8. An increased maternity and parental leave for employees and a concrete timeline to increase parental leave.
9. A designated breastfeeding and pumping room that is separate from the current multi-purpose room.
10. A full time (or equivalent) position for a point person mandated to work on Gender Equality, in recognition of the labour that goes into these activities and advocacy work.
11. A revision of the current anti-harassment mechanism and code of conduct to respond to the concerns stated in the 'STATEMENT OF CONCERN RE. INTERIM GOVERNANCE DOCUMENTS', to create a more victim-centric approach to the anti-harassment mechanism.
12. Privilege higher activity rate and longer duration contracts unless otherwise asked by employees, paying attention to the particular difficulties created by part-time and other precarious contracts in relation to gender equality, family planning, and access to childcare.

The list of demands was approved unanimously on 6th June 2023 at the General Assembly of the Coordination for the Feminist Strike at the Geneva Graduate Institute called by the Association des Assistant-e-s (ADA), the Decolonial Action Network, the Feminist Collective, the Graduate Institute Student Association (GISA), and the SIT IHEID

Committee, and attended by faculty, MA students, PhD and other researchers, and staff, both members of the calling groups and associations and not.

//Français//



14 juin 2023, la grève féministe à l'IHEID

Le 14 juin 2019, 500 000 personnes sont descendues dans la rue et ont fait la grève pour une société plus égalitaire et plus juste, et contre les discriminations et violences sexistes dans l'espace public et politique, ainsi que sur les lieux de travail et d'éducation. La grève féministe a exigé la fin des inégalités salariales entre hommes et femmes et des discriminations sexistes, homophobes et transphobes sur le lieu de travail ; elle a mis l'accent sur le travail mental et physique qu'exigent les tâches domestiques et éducatives et a demandé une répartition plus équitable et plus juste des tâches ; elle a également souligné l'importance des politiques familiales et de garde d'enfants pour permettre aux femmes et aux parents de poursuivre leur développement professionnel, entre autres revendications. En 2023, les inégalités sexuées et sexistes dans notre société, sur le lieu de travail et à l'université subsistent.

Comme cela a été le cas en 2019, les étudiantes, le personnel, le corps professoral et les employé-e-s de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, ci-après l'Institut, se joindront à la Grève féministe en tant que collectif. Répondant à l'appel du collectif de la grève féministe et des syndicats en Suisse, l'équipe de coordination de la Grève féministe 2023 de l'Institut s'est organisée pour identifier collectivement les revendications et les points d'action en lien avec la Grève féministe pour le secteur de l'Institut.

Le collectif apprécie l'initiative de la direction d'accorder une demi-journée de congé aux employés de l'Institut pour leur permettre d'assister à la grève féministe, ainsi que les progrès réalisés à l'Institut au cours des dernières années. Nous attendons avec impatience de recevoir le plan sur le genre et la diversité qui est en cours d'élaboration et de participer à la réalisation d'objectifs ambitieux. Dans l'intervalle, nous demandons à l'Initiative et à la Direction de faire des points suivants une priorité. Ceux-ci ont été identifiés collectivement dans le contexte de l'organisation de la Grève Féministe à l'Institut :

En tant que membres de la communauté de l'Institut, nous souhaitons que la Direction s'engage à :

1. Fournir des chiffres sur l'égalité des genres et la division genrée du travail conformément à la loi sur l'égalité et au rapport de la commission d'accréditation, y compris un indicateur sur le pourcentage de femmes qui sont embauchées chaque année à différents niveaux d'enseignement, et assurer le suivi de la promotion des femmes professeurs.
2. Améliorer l'atelier sur le consentement et rendre l'atelier et la formation au code de conduite, obligatoires pour tous lors de l'admission ou de l'embauche.
3. Ajouter une ligne budgétaire pour que les produits menstruels puissent être disponibles dans les toilettes pour femmes et les toilettes neutres de l'Institut.
4. Un règlement interne pour la politique parentale et familiale.
5. La désignation d'une personne de référence pour des informations et une politique claire et centralisée en matière de famille, de garde d'enfants et de grossesse.
6. Un espace de garde d'enfants et/ou un espace convivial pour les enfants dans les locaux de Maison de la Paix, dans le cadre d'une politique et d'une atmosphère plus large d'inclusion des enfants.
7. La création d'un groupe de travail au sein de Maison de la Paix pour la création d'un espace de garde d'enfants et d'un espace convivial pour les enfants.
8. Une augmentation des congés maternité et parentaux pour les employés et une planification concrète avec des échéances claires pour augmenter les congés parentaux.
9. Une salle désignée pour l'allaitement et pour tirer le lait, séparée de la salle polyvalente actuelle.
10. Un poste à temps plein (ou équivalent) pour une personne mandatée pour travailler sur l'égalité de genres, en reconnaissance du travail effectué dans le cadre de ces activités et du travail de plaidoyer.
11. Une révision du mécanisme actuel de lutte contre le harcèlement et du code de conduite pour répondre aux préoccupations exprimées dans la "STATEMENT OF CONCERN RE. INTERIM GOVERNANCE DOCUMENTS", afin de créer une approche du mécanisme de lutte contre le harcèlement davantage axée sur les victimes.

12. Privilégier des taux d'activité plus élevés et des contrats de plus longue durée, sauf demande contraire des employés, en tenant compte des difficultés particulières créées par les contrats à temps partiel et autres contrats précaires en ce qui concerne l'égalité de genre, la planification familiale et l'accès à la garde d'enfants.

Le cahier des revendications a été approuvée à l'unanimité le 6 juin 2023 lors de l'Assemblée Générale de la Coordination pour la Grève Féministe à l'IHEID, convoquée par l'Association des assistant-e-s (ADA), le Réseau d'action décoloniale, le Collectif féministe, l'Association des étudiant-e-s de l'Institut (GISA) et le Comité SIT IHEID, et à laquelle ont participé des enseignant-e-s, des étudiant-e-s en master, des doctorant-e-s et d'autres chercheur-e-s, ainsi que des membres du personnel, qu'ils soient ou non membres des groupes et associations qui ont lancé l'appel.